

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.14/4/Add.1  
17 décembre 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Première session

PROGRAMME DE TRAVAIL ET PRIORITES

Formation professionnelle

1. Une des fonctions de la Commission, que le Secrétariat peut aider à préciser dès maintenant, et en vue de laquelle on peut prendre immédiatement certaines mesures, est de faciliter la formation professionnelle. Le Secrétaire exécutif a donc suggéré, dans ses propositions relatives au programme de travail, que la Commission considère comme une de ses activités principales les mesures propres à développer les moyens de formation ou à en encourager le développement. Il devrait être possible au Secrétaire exécutif de prendre à bref délai, des dispositions pour aider les membres et membres associés à tirer parti des moyens existants. Il pourrait en même temps préparer des plans en vue d'étendre ces moyens et d'en créer de nouveaux.
2. Des moyens de formation existent déjà pour un grand nombre de spécialités, grâce aux programmes d'assistance technique en cours, et il y a lieu de croire que les gouvernements voudront en profiter de plus en plus. Le Secrétaire exécutif et ses collaborateurs pourraient les aider en rassemblant et en fournissant des renseignements sur les possibilités existantes, ainsi qu'en donnant des conseils pour le placement des boursiers. Comme il est dit déjà dans le programme de travail, les équipes de statisticiens qui se rendront dans les divers pays étudieront les besoins et les moyens de formation dans le domaine de la statistique. On pourrait également faire du bon travail de formation à la faveur de cycles et de voyages d'études organisés de temps à autre au titre des programmes d'assistance technique, ou par l'intermédiaire des groupes d'experts qui pourront être constitués à l'échelon régional ou national - groupes qui auraient à la fois un rôle consultatif pour l'étude des problèmes de développement, et la tâche d'assurer en quelque sorte une "formation en cours d'emploi". L'assistance fournie pourrait

également prendre la forme de mesures destinées à favoriser l'utilisation des programmes de formation de caractère international, tels que ceux de l'Institut de développement économique rattaché à la Banque internationale (Washington), ceux de l'Institut de recherche d'Oxford, ou encore les programmes de formation spécialisée en matière fiscale et financière qui sont organisés à l'Université Harvard, aux Etats-Unis, et dans diverses universités européennes. On pourrait aussi fournir une assistance dans les cas où il est urgent de former des directeurs de firmes commerciales et d'entreprises publiques ou semi-publiques, en prenant des mesures appropriées pour assurer une formation en cours d'emploi ou dans une entreprise similaire à l'étranger.

3. Le "programme de formation en cours d'emploi d'économistes africains", qui a été entrepris au Siège, à New-York, se poursuivra comme partie intégrante du programme d'assistance technique; on compte le développer et le rendre permanent. Dans le cadre de ce programme, on a organisé la formation d'économistes débutants choisis de préférence parmi les fonctionnaires de carrière ayant fait des études d'économie politique au niveau de l'université et acquis une expérience en la matière dans les administrations d'Etat. Le programme de formation est confié à des administrateurs très qualifiés; il comprend une série principale de conférences sur le développement économique des territoires sous-développés, combinée avec des cycles d'études sur les problèmes pratiques que le Département des affaires économiques et sociales est amené à traiter quotidiennement ainsi qu'avec des visites à des institutions comme le National Bureau of Economic Research, la Federal Reserve Bank of New-York, le Massachusetts Institute of Technology, la Banque internationale et le Fonds monétaire international. Des voyages sont également organisés pour permettre aux stagiaires d'étudier les institutions d'Etat qui s'occupent du développement économique dans les pays voisins. Le Secrétaire exécutif et ses collaborateurs ne manqueront pas d'informer les gouvernements des moyens de formation disponibles et de les aider à choisir les boursiers qui bénéficieront de ce programme de formation en cours d'emploi.



4. Pour résoudre plus facilement le problème de la formation d'administrateurs des services économiques en Afrique, il serait peut-être fort utile de créer à Addis-Abéba un institut de formation central où les Africains pourraient recevoir une formation et faire des recherches. Le programme d'un tel institut comprendrait des cours fondamentaux dans les disciplines pertinentes mais devrait aussi avoir un caractère pratique et contribuer directement à la solution des grands problèmes de structure qui se posent à l'heure actuelle dans les pays d'Afrique. L'expérience acquise avec le programme de formation du Siège a montré que l'idéal serait de réunir des stagiaires ayant étudié l'économie politique ou la statistique à l'université et passé quelques années au service de l'Etat. Toutefois, il est peu probable que l'on puisse trouver ou détacher de leur poste des candidats de ce genre en nombre suffisant pour organiser un stage de formation à l'institut aussi bien qu'au Siège. Dans l'avenir immédiat bon nombre des candidats seront des fonctionnaires ayant une formation universitaire très limitée ou n'en ayant aucune mais qui s'occupent depuis plusieurs années de divers problèmes économiques dans les services de l'Etat. Il est évidemment à prévoir que la composition des stages changera lorsque se feront sentir les effets des mesures prises actuellement pour améliorer les écoles secondaires là où l'enseignement dispensé est insuffisant dans des domaines comme les mathématiques et les sciences physiques, qui sont à la base de la technologie moderne. En conséquence, les programmes de formation de l'institut s'adresseraient vraisemblablement, pour commencer, à des fonctionnaires qui ont fait des études universitaires sommaires ou n'en ont pas fait du tout et ce n'est que plus tard qu'ils feraient la plus grande place à la formation de fonctionnaires débutants ayant reçu un enseignement supérieur. A ce stade ultérieur, il y aurait peut-être intérêt à prévoir un programme de stage ordinaire, comme ceux qui sont organisés ailleurs sur une base internationale.

5. L'objet essentiel du programme de formation de l'institut serait d'amener les participants à mieux comprendre les problèmes économiques de leur propre pays et les problèmes sociaux qui sont liés au développement économique, à s'intéresser davantage et plus activement à ces problèmes, et de les mettre ainsi en mesure de mieux servir leur gouvernement. Le programme viserait à inculquer aux stagiaires des habitudes d'étude, de lecture, de discussion critique et de travail de documentation qu'il est difficile d'acquérir, dans un domaine d'activité où la théorie et la pratique sont associées, sans la discipline qu'impose un programme

/...

d'études rigoureusement organisé. Il faudrait donc un programme qui combine intimement : a) l'étude systématique des principes fondamentaux du développement et b) des contacts avec les spécialistes s'occupant des aspects pratiques du développement et ayant une connaissance profonde de la situation économique d'un ou plusieurs pays sous-développés. L'existence d'un institut de formation, au Siège de la Commission, donnera au secrétaire exécutif et à ses collaborateurs la possibilité de prendre des dispositions pour permettre aux fonctionnaires du Secrétariat de suivre des cours à l'institut et à des groupes de stagiaires de participer aux travaux quotidiens du secrétariat de la Commission.

6. Les facilités spéciales dont disposerait la Commission auraient l'immense avantage de permettre aux participants d'assister à des réunions techniques internationales, de discuter leurs problèmes avec les experts de l'assistance technique qui seraient de passage, d'échanger des idées avec un corps de fonctionnaires de langues et de nationalités différentes ayant une connaissance intime de pays situés dans les régions les plus diverses du monde, et d'avoir aisément accès à une documentation très variée comprenant, notamment, des comptes rendus de séances et des déclarations de gouvernements. Les conditions seraient exceptionnellement favorables pour susciter chez les participants le désir de présenter, à des fins d'étude et de discussion, de la documentation intéressant tel ou tel sujet ou pays particulier, et pour jeter les bases d'un programme de formation orienté vers l'étude comparative des problèmes économiques communs ou vers la coordination des mesures et politiques adoptées à l'échelon national. Dans le cadre du programme en question, les participants assisteraient à des conférences, seraient guidés dans certains travaux, notamment dans l'étude de documents, recevraient des directives verbales, assisteraient à des réunions pour discuter ensuite les questions qui y auraient été examinées et prendraient part à des visites d'institutions diverses. Indépendamment de la formation qu'ils recevraient en matière d'analyse économique, on pourrait les familiariser avec certains domaines particuliers tels que statistiques, transports, démographie, industrie, distribution commerciale et finances - dans les secteurs privé et public - et droit commercial.



7. La proposition du Gouvernement éthiopien concernant la construction de l'immeuble qui portera le nom d'"Africa Hall" offre une occasion unique d'instituer, à Addis-Abéba, un centre d'études africaines qui mettrait à la disposition des gouvernements et des étudiants se destinant à la recherche une bibliothèque et un centre de documentation permanents. Ce centre d'études posséderait, non seulement les ouvrages classiques de science économique et sociale, mais aussi des études et rapports - notamment des rapports d'assistance technique - intéressant certains pays particuliers, ainsi que des études et rapports émanant des institutions spécialisées et autres organisations intergouvernementales qui ont entrepris, en Afrique, des travaux d'ordre économique et social. On a déjà pris des mesures pour procurer à la bibliothèque de la Commission les ouvrages de référence fondamentaux et le budget approuvé par l'Assemblée générale pour l'exercice 1959 prévoit des crédits pour la formation d'un maximum de huit économistes africains occupant des postes subalternes. Avec ce premier groupe, on pourra commencer à organiser sans tarder, à l'intention de jeunes économistes africains, un programme de formation reposant sur les considérations indiquées ci-dessus.

-----